

a certain quantity of work to the programme.

The Argentine resolution, as amended by Australia, had imposed a reduction of \$500,000 on the original estimates in document A/318 for translation and printing of official records and important documents. The Fifth Committee alone could decide the question whether that sum was intended to replace the combined savings proposed by the Advisory Committee and the Management Survey, or to be additional to those savings. The difference involved amounted to about \$1,000,000. The Secretariat had based its calculation¹ on the accumulative method and had also taken into account the effect of the Fifth Committee's decision concerning Departmental printing. The total estimate for the Department amounted to \$7,425,962 as compared with \$8,926,994 in document A/318. Under that method, he had been obliged to estimate the technical services by translating money into staff instead of estimating from the work up to money

By no stretch of imagination could he maintain that the staff to be allotted under that method, namely 1,598 posts as compared with an original estimate of 1,990 posts, could carry out the work-load. The rule regarding translations into the three non-working official languages remained unaltered and there was danger, as the Chairman of the Advisory Committee had pointed out, that unless delegations were very sparing in their requests, those requests would not be met.

The document reproduction staff, as now proposed, was based on 480,000 impressions of mimeographed material per day. In the first seven months of 1947, the total had been surpassed on at least twenty-five days.

The problem had been known to him from the moment that he took up his duties. The needs of the Department in meeting an almost certain demand had been carefully calculated, and the reductions would make it impossible to meet that demand, however hard the Department worked.

In conclusion, he paid a tribute to the industry and efficiency of his staff and pointed out that the current session of the Assembly was being serviced with a smaller staff and at a lower cost than the previous session.

Mr. LAMBERT (Canada) stated that he would not oppose the total amount, on the understanding that the item for home leave would be considered upon receipt of the statement which had been promised by the Secretariat.

The meeting rose at 1.07 p.m.

NINETY-THIRD MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Saturday,
8 November 1947, at 2.45 p.m.*

¹ See document A/C.5/157/Add. 2.

dollars. En même temps, la Première Commission proposait d'ajouter au programme une certaine quantité de travail.

La résolution de l'Argentine, amendée par l'Australie, a imposé une réduction de 500.000 dollars sur les prévisions initiales du document A/318, relatives à la traduction et à l'impression des procès-verbaux officiels et des documents importants. Seule la Cinquième Commission peut décider si cette somme est destinée à remplacer la double série d'économies proposée par le Comité consultatif et les experts chargés de l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat, ou si elle doit s'ajouter à ces économies. La différence représente environ 1.000.000 dollars. Le Secrétariat a établi ses calculs¹ d'après la méthode cumulative et a également tenu compte des conséquences de la décision de la Cinquième Commission concernant les travaux d'impression du Département. Les prévisions totales pour le Département, qui étaient de 8.926.994 dollars dans le document A/318, ont été réduites à 7.425.962 dollars. D'après cette méthode, il a été obligé de calculer ses prévisions pour les services techniques en adaptant le nombre des postes aux crédits disponibles, au lieu de calculer les sommes d'après le travail à fournir.

Avec la meilleure volonté du monde il lui est impossible d'affirmer que le personnel dont il disposera selon cette méthode, c'est-à-dire 1.598 postes, au lieu des 1.990 postes des prévisions originales, pourra effectuer la quantité de travail prévue. La règle concernant les traductions dans les trois langues officielles qui ne sont pas langues de travail n'a pas été modifiée, et, comme l'a fait remarquer le Président du Comité consultatif, il est fort à craindre que l'on ne puisse donner satisfaction aux demandes des délégations, à moins que ces demandes ne soient très modérées.

Le personnel de reproduction des documents, d'après les propositions actuelles, est calculé en prévision de 480.000 pages ronéotypées par jour. On compte plus de vingt-cinq jours, pendant les sept premiers mois de 1947, où ce total a été dépassé.

Dès son entrée en fonction, M. Pelt s'est rendu compte de la difficulté du problème. Les besoins du Département ont été soigneusement calculés pour faire face à une demande à peu près certaine et les réductions ne permettraient pas au Département, malgré tous ses efforts, de faire face à cette demande.

Pour terminer, M. Pelt rend hommage au zèle et au rendement de son personnel et fait remarquer que pour la session actuelle de l'Assemblée le personnel est plus réduit et moins onéreux que pour la session précédente.

M. LAMBERT (Canada) déclare qu'il ne s'opposera pas à la somme totale, à condition que le poste concernant le congé dans le pays d'origine soit étudié dès que l'on aura reçu l'exposé promis par le Secrétariat.

La séance est levée à 13 h. 07.

QUATRE-VINGT-TREIZIÈME SÉANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le samedi 8 novembre 1947, à 14 h. 45.*

¹ Voir document A/C.5/157/Add.2.

79. Budget estimates for 1948 : Conference and General Services ; part III, section 15 (documents A/336, A/C.5/157 and A/C.5/157/Add.2)

79. Prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1948 : Département des Conférences et services généraux ; titre III, chapitre 15 (documents A/336, A/C.5/157 et A/C.5/157/Add.2)

The Committee continued its discussion of section 15.

La Commission poursuit l'examen du chapitre 15.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) observed that it was difficult to discuss document A/C.5/157/Add.2, which had been received only at the previous meeting ; time was required for a comparison with previous estimates and with the recommendations of the Advisory Committee.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait remarquer qu'il est difficile de discuter le document A/C. 5/157/Add.2 que la Commission a reçu seulement à la séance précédente ; la comparaison avec les prévisions antérieures et avec les recommandations du Comité consultatif demande un certain temps.

Page 2 of that document contained a summary of the Fifth Committee's recommendations in regard to contractual printing, showing a saving of \$1,324,245. It was surprising that, of the savings which would be made under the Argentine resolution, only \$225,000 related to contractual printing. Economies of \$130,000 would be made in section 15 and represented mostly a reduction of personnel. The resolution had provided for cheaper printing processes and for retarding the publication of some records. It had not provided for any change in the rules of procedure regarding the printing of documents in the five official languages, and there seemed to be a lack of proportion in the manner in which the resolution, which had been adopted for the purpose of ensuring observance of the rules of procedure, had been applied to the various sections.

La page 2 de ce document contient un résumé des recommandations de la Cinquième Commission en ce qui concerne les travaux contractuels d'imprimerie, représentant une économie de 1.324.245 dollars. Il est surprenant que, sur les économies qui seront réalisées d'après la résolution de l'Argentine, 225.000 dollars seulement se rapportent aux travaux contractuels d'imprimerie. Des économies s'élevant à 130.000 dollars et portant principalement sur une réduction du personnel seront réalisées au chapitre 15. La résolution prévoit des procédés d'impression moins coûteux ; elle prévoit aussi que la publication de certains procès-verbaux sera retardée. Elle ne prévoit aucune modification du règlement intérieur concernant l'impression des documents dans les cinq langues officielles, et il semble que cette résolution, adoptée en vue d'assurer le respect du règlement intérieur, n'ait pas été appliquée également aux divers chapitres.

A similar consideration applied to the economies resulting from the substitution of summary records for verbatim records ; approximately one half of the saving was entered under section 15, and he assumed that it related to a reduction in personnel. It was not clear how the resolution concerning such a substitution should be interpreted. Mr. Pelt had expressed certain doubts in the matter, and the Committee should be informed whether it was not a fact that the Argentine resolution was intended to supersede certain recommendations of the Advisory Committee.

On peut en dire autant des économies résultant de la substitution des comptes rendus analytiques aux comptes rendus sténographiques, la moitié environ des économies prévues porte sur le chapitre 15, et l'orateur présume qu'elle résultera d'une réduction du personnel. On ne voit pas bien comment doit être interprétée la résolution en ce qui concerne la substitution en question. M. Pelt a exprimé certains doutes à ce sujet, et la Commission devrait s'assurer qu'en l'occurrence, la résolution présentée par l'Argentine n'est pas destinée à remplacer certaines recommandations du Comité consultatif.

Furthermore, it would be desirable on the second reading of the budget to ascertain how the economies would be apportioned among the various departments receiving an independent allocation for contractual printing.

De plus, il serait désirable, à la seconde lecture du budget, de savoir comment les économies seront réparties entre les divers départements qui reçoivent des crédits indépendants pour les travaux contractuels d'imprimerie.

An assurance should be given that, in spite of the economies and the reductions in personnel, the programmes adopted by Committees would be fulfilled. If staff were decreased without a curtailment of programmes corresponding to the economies under section 15, the United Nations would have fallen far behind in its tasks by the following session.

Il convient d'obtenir l'assurance que, nonobstant les économies et réductions de personnel, les programmes adoptés par les Commissions seront réalisés. Si le personnel est réduit sans qu'il y ait une réduction des programmes correspondant aux économies prévues au chapitre 15, l'Organisation se trouvera très en retard dans ses travaux à la prochaine session.

A precise interpretation of the Argentine and other resolutions should be given, since otherwise complaints would be heard at the following session that documents had not been published or had

Il faut donner une interprétation précise de la résolution de l'Argentine et des autres résolutions, faute de quoi, à la prochaine session, on entendra dire que les documents n'ont pas été publiés ou

not been published in the requisite languages. The two resolutions at issue, those of Argentina and the Advisory Committee, had been differently interpreted by a certain delegation and by one of the departments.

Mr. LEBEAU (Belgium) remarked that it was extremely difficult to study budget estimates without knowing to what administrative modifications they were related. On the one hand, the Secretary-General had undertaken a reorganization of the Secretariat services through the Management Survey; on the other hand, the Committee had received estimates based on conclusions which the Secretary-General had not yet accepted.

Mr. Pelt had referred to the impossibility of assessing expenditure for the reproduction of documents on the basis of an average. Unlike a commercial house, which the Management Survey had erroneously followed as its pattern, an international organization was subject to wide fluctuations in its work-load. Consequently, its requirements had to be calculated, not on an average, but on the peak periods. An assurance was needed that the estimates had been based on such periods, so that services necessary for the Secretariat and Commissions could be maintained.

Document A/C.5/160 had suggested a central service for the preparation of summary records: he was opposed to such a system, since précis-writers drawn from a central office were not sufficiently acquainted with the subject matter. The summary records should be prepared by staff members of the various technical services.

Furthermore, he enquired whether the reduction of \$500,000 on contractual printing, which had been decided upon, was to be included in the reduction of \$926,994 recommended by the Advisory Committee. That had been his understanding, but document A/C.5/157/Add.2 was based on a contrary assumption. Mr. Pelt stated that he could not fulfil his original obligations with the present number of staff. It was difficult, therefore, to see how the Argentine resolution could be implemented and the requests of Governments could be met.

A reduction of \$50,000 was shown in respect of personnel for the Library service. He had understood, however, that a comprehensive figure would be submitted, and, since that had not been done, a decision should be reserved. He had opposed any suggestion to transfer the Library, which was a working instrument for the use of the Secretariat, from the Department of Conference and General Services to the Department of Public Information. Document A/C.5/157/Add.2 showed that it continued to be a part of the former Department, but a precise statement of the position was needed.

He was not prepared to vote any credit at that stage unless fuller information was supplied on the consequences of the reductions contemplated.

qu'ils n'ont pas été publiés dans les langues requises. Les deux résolutions en discussion, celles de l'Argentine et celle du Comité consultatif, ont été interprétées différemment par une délégation et par l'un des départements.

M. LEBEAU (Belgique) fait remarquer qu'il est extrêmement difficile d'étudier des prévisions de dépenses sans savoir à quelles modifications administratives elles se rapportent. D'une part, le Secrétaire général, grâce à l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat a entrepris une réorganisation des services du Secrétariat; d'autre part, la Commission a reçu des prévisions de dépenses fondées sur des conclusions que le Secrétaire général n'a pas encore acceptées.

M. Pelt a fait allusion à l'impossibilité qu'il y a d'évaluer les dépenses afférentes à la reproduction des documents en se fondant sur une moyenne. A la différence de ce qui se passe dans les maisons de commerce, que les experts de l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat ont, à tort, prises comme modèle, le travail d'une organisation internationale est sujet à de grandes variations. Aussi, ses besoins doivent-ils être calculés, non sur une moyenne, mais d'après les périodes de pointes. Il faut avoir l'assurance que les prévisions ont été fondées sur des périodes de ce genre et qu'ainsi les services nécessaires au Secrétariat et aux commissions pourront être maintenus.

Dans le document A/C.5/160 on propose un service central pour la préparation des comptes rendus analytiques. L'orateur est opposé à un tel système, parce que les rédacteurs de procès-verbaux que l'on prend dans un bureau central ne sont pas assez familiarisés avec le sujet traité. Les comptes rendus analytiques doivent être faits par des membres du personnel appartenant aux divers services techniques.

De plus, l'orateur demande si la réduction de 500.000 dollars, qu'il a été décidé de faire sur les travaux contractuels d'imprimerie, doit être comprise dans la réduction de 926.994 dollars recommandée par le Comité consultatif. C'est ce que l'orateur a compris, mais le document A/C.5/157/Add.2 est établi d'après une hypothèse contraire. M. Pelt a déclaré qu'il ne pouvait pas remplir ses obligations primitives avec l'effectif actuel du personnel. Il est donc difficile de voir comment la résolution argentine pourra être mise en œuvre, et les demandes des gouvernements satisfaites.

Une réduction de 50.000 dollars est indiquée en ce qui concerne le personnel des services de la bibliothèque. L'orateur avait cependant compris qu'un chiffre global serait soumis à la Commission et, étant donné que cela n'a pas été fait, celle-ci doit réserver sa décision. Il s'est opposé à toute suggestion tendant à ce que la bibliothèque, qui est un instrument de travail à l'usage du Secrétariat, fût transférée du Département des Conférences et services généraux au Département de l'information. Le document A/C.5/157/Add.2 indique qu'elle continue à faire partie du premier de ces Départements, mais une déclaration précise serait nécessaire concernant la situation.

L'orateur n'est disposé à voter aucun crédit au stade actuel de la discussion, à moins que des renseignements plus complets ne soient fournis sur les conséquences des réductions envisagées.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) enquired whether it was or was not the case that, notwithstanding the appreciable decrease in the volume of work resulting from decisions taken by the Fifth Committee, the staff of the Department for 1948 still showed an increase over 1947.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) observed that \$471,000 of the total saving of \$1,324,245 would relate to salaries and wages for established posts.

Since he had understood that the main saving was to be made in documentation and that translating and other staff would not be affected, he requested information on the number of posts affected by the reduction, and whether the estimated saving would have any bearing on the rules of procedure concerning the publication and translation of documents into the five official languages.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) pointed out that, according to document A/C.5/157/Add.2, there had been a substantial increase, from 317 to 438, in the staff of the Languages Division, in spite of the decrease in the work.

Mr. LEBEAU (Belgium) referred to the footnote on page 2 of document A/C.5/157/Add.2. The Committee had decided to recommend that the Security Council should retain verbatim records, but that only the summary records should be printed. There had never been any question of substituting the one form of record for the other.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) enquired why the item of \$900,000 for travel of staff members and their families on home leave had remained unchanged in spite of a reduction of almost \$500,000 for established posts. As regards the number of established posts, it was true that an increase was contemplated in the Languages Division. There would, however, be substantial reductions in the Editorial and Interpreters Divisions.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that, in his recollection, the footnote on page 2 of document A/C.5/157/Add.2 had been drafted differently, with the words "to print" taking the place of the words "to provide".

Mr. MUÑOZ (Argentina) thought that any reference to a change in the rules of procedure in the footnote should be deleted since no change was intended.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) agreed with the suggestion of the representative of Argentina. The question of the rules of procedure should not be touched upon.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) stated that the aggregate of posts in the Editorial, Languages and Interpreters Divisions was 584 for 1947, 647 for 1948, or an increase of 63 posts in spite of a diminution of work.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) demande s'il est vrai ou non que, malgré la diminution de travail considérable résultant des décisions qu'a prises la Cinquième Commission, le personnel du Département prévu pour 1948 dépasse celui de 1947.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait remarquer que, sur un total de 1.324.245 dollars d'économies, une somme de 471.000 dollars a trait aux appointements et salaires de postes permanents.

Comme il a cru comprendre que la principale économie porterait sur la documentation, sans que les services de traduction ni le reste du personnel soient touchés, il voudrait être renseigné sur le nombre de postes qui sont atteints par la réduction et savoir si l'économie prévue aurait un effet sur les dispositions du Règlement intérieur concernant la publication des documents et leur traduction dans les cinq langues officielles.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) fait observer que, comme l'indique le document A/C.5/157/Add.2, l'effectif de la Division linguistique a marqué une augmentation importante, passant de 317 à 438, malgré la diminution du travail.

M. LEBEAU (Belgique) relève la note figurant au bas de la page 2 du document A/C.5/157/Add.2. La Commission a décidé de recommander que le Conseil de sécurité conserve ses comptes rendus sténographiques, mais que seuls les comptes rendus analytiques soient imprimés. Il n'a jamais été question de remplacer les uns par les autres.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) désire savoir pourquoi la somme de 900.000 dollars affectée aux frais de voyage des membres du personnel et de leur famille pour le congé dans le pays d'origine est restée sans changement en dépit d'une réduction de près de 500.000 dollars dans les prévisions budgétaires relatives aux postes permanents. Au sujet des postes permanents, il est exact que l'on prévoit une augmentation de leur nombre dans la Division linguistique. Mais, dans la Division de l'édition et le Service des interprètes, il y aura d'importantes réductions.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) fait observer que, d'après ses souvenirs, la note figurant au bas de la page 2 du document A/C.5/157/Add.2 avait été rédigée d'abord différemment et qu'elle contenait le mot « imprimer » à la place du mot « donner ».

M. MUNOZ (Argentine) estime qu'il conviendrait de supprimer dans la note toute allusion à une modification du Règlement intérieur, puisqu'une telle modification n'est pas prévue.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) se rallie à la suggestion du représentant de l'Argentine. La question du Règlement intérieur ne devrait pas être soulevée.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) fait observer que le nombre total des postes pour la Division de l'édition, la Division linguistique et le Service des interprètes passe de 584 pour 1947 à 647 pour 1948, ce qui représente une augmen-

Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) explained that the reduction in printing through the substitution of summary records for verbatim records amounted to \$295,000. Under the Argentine resolution total savings on contractual printing were \$325,000, including the item for all sections.

The Department would make every effort to avoid the accumulation of a back-log of work. Much would depend on the number of requests for translations received from delegations, which, he hoped, would be kept within the bounds of absolute necessity.

If the Security Council accepted the recommendations of the Fifth Committee, forty-one posts at present included in the 438 posts of the Languages Division could be abolished.

The Editorial Division had been reduced from 167 to 136 posts, including 20 posts for the restored service of precis-writers, as against an original figure of 218.

A document on the Library Service would be distributed shortly, and the information contained therein could serve as basis for discussion, in place of that given in document A/C.5/157/Add.2. The Interpreters Service would comprise 73 posts for both simultaneous and consecutive interpreters, the latter having been transferred from the Languages Division.

With regard to internal reproduction, every effort would be made to meet peak-loads with the staff available. Out of a total of 250 posts in the Documents and Sales Division, internal reproduction accounted for 106. That figure had been based on a reproduction needed for distribution in under twelve hours, and on the condition that it would not average more than 480,000 impressions in sixteen hours. In addition, the figures for each one-hour period during the day assumed a steady flow of work, with reproduction limited between 9.30 p.m. and 2.00 a.m. to 60 stencils cut, 125,000 mimeograph impressions, and 192,000 sheets collated and stapled. It was also stipulated that no document of 23 pages or over, in one language, could be produced if submitted after 10.30 p.m.

It had been a mistake to decentralize the preparation of summary records, since more persons from the various departments were engaged in doing the work less well than when there had been a central service; that situation had prompted the restoration of the previous system.

He agreed with the Belgian representative that summary reporters should specialize in particular fields. It was intended to apply a method under which each summary reporter would be

tation de 63 postes en dépit de la diminution du travail.

M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) explique que la substitution des comptes rendus analytiques aux comptes rendus sténographiques représente une réduction des frais d'imprimerie de 295.000 dollars. Selon la résolution de l'Argentine, l'économie totale sur les travaux contractuels d'imprimerie serait de 325.000 dollars pour toutes les sections.

Le Département fera tout son possible pour éviter l'accumulation de travaux en retard. Cette question dépendra pour une large part du nombre des traductions demandées par les délégations, lequel, espère-t-on, sera maintenu dans les limites du strict nécessaire.

Si le Conseil de sécurité accepte les recommandations de la Cinquième Commission, il sera possible de supprimer 41 postes sur les 438 que compte actuellement la Division linguistique.

Dans la Division de l'édition et de la rédaction, le nombre des postes a été ramené de 167 à 136, compte tenu des 20 postes correspondant au rétablissement du Service de rédaction des comptes rendus de séances, alors qu'à l'origine l'effectif était de 218.

Un document relatif au Service de la bibliothèque sera distribué incessamment; il contiendra des renseignements qui pourront remplacer, comme base de discussion, ceux qu'on trouve dans le document A/C.5/157/Add.2. Le Service des interprètes comprendra 73 postes pour l'ensemble des interprètes simultanés et des interprètes consécutifs, ces derniers y ayant été transférés de la Division linguistique.

En ce qui concerne la reproduction des documents à l'intérieur de l'Organisation, tous les efforts seront faits pour arriver, à l'aide du personnel disponible, à faire face aux périodes de pointe. Sur les 250 postes de la Division des documents et des ventes, la reproduction des documents à l'intérieur de l'Organisation compte pour 106. Pour déterminer ce chiffre, on s'est appuyé sur les travaux de reproduction nécessaires en vue d'assurer la distribution des documents dans les douze heures, étant entendu d'autre part que le nombre de pages produites en seize heures n'excéderait pas en moyenne 480.000. En outre, l'effectif prévu correspond à un rythme régulier du travail au cours de chaque période d'une heure, pendant le jour; les services de reproduction étant limités entre 9 h. 30 et 14 heures, à la frappe de 60 stencils, à la production de 125.000 pages ronéotypées et au collationnement et à l'agrafage de 192.000 feuilles. Il est également convenu qu'aucun document de 23 pages ou plus dans une seule langue ne pourrait être produit s'il était remis après 22 h. 30.

On a eu tort de décentraliser la préparation des comptes rendus de séances; le personnel pris dans les divers départements est plus nombreux pour un travail moins satisfaisant qu'au temps où il existait un service central; cette situation a motivé le retour au système précédent.

M. Pelt est d'accord avec le représentant de la Belgique pour estimer que les rédacteurs de comptes rendus analytiques devraient se spécialiser dans des domaines particuliers. On envisage

assigned to a limited number of committees.

The reduction of \$500,000 under the Argentine resolution had been considered as additional to the reduction of \$926,994 recommended by the Advisory Committee.

As regards the manning-table, the number of posts originally requested for 1948 had been 1,990. The figure, which had been based on an undiminished work-load, had been reduced by the Management Survey to 1,816. The latest estimates called for 1,598 posts against 1,554 in 1947 or an increase of 44 posts. The comparison was not, however, a true one in view of the proposed change in documentation. The servicing of the Manhattan Building had been undertaken by the Department without any request for additional personnel.

The item for travel expenses of staff members and families on home leave showed a reduction of \$60,000 on the original estimate in document A/318.

Mr. KATZ-SUCHY (Poland) pointed out, with reference to the item for home leave, that he had compared the figures in documents A/C.5/157 and A/C.5/157/Add.2, which showed no change.

Since the recommendations of the Advisory Committee contained in parts III and IV of document A/C.5/168 had not been adopted, Mr. Pelt's reference to the requests of delegations for translations appeared irrelevant. The Committee had adopted the Argentine resolution as amended by the representative of Australia which in the main dealt with technical savings.

He requested an assurance that the programme of the Department would be fulfilled. Failing such an assurance, he could not vote in favour of the estimate.

Mr. GANEM (France) noted that there had been a marked improvement in certain services of the Department since the previous session. The documents were drafted better, and delivered more promptly. On the other hand, the *Journal* was inferior as an instrument of work. The surveys of meetings were too brief and vague to be of practical value or to afford information on the proceedings of other Committees. That was a serious drawback, since almost all decisions of the General Assembly had budgetary implications. He inquired whether, on the basis of the estimate submitted, a better *Journal* could be produced at the following session, or whether an equally inadequate *Journal* was to be expected.

Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) stated that he was aware of the point raised by the Polish representative. Nevertheless, under the existing rules of procedure, delegations had the right to request, and the Secretariat had the obligation

d'appliquer une méthode selon laquelle chaque rédacteur serait affecté à un nombre limité de commissions.

On a considéré la réduction de 500.000 dollars, prévue dans la résolution de l'Argentine, comme s'ajoutant à celle de 926.994 dollars recommandée par le Comité consultatif.

En ce qui concerne le tableau des effectifs, le nombre des postes prévus pour 1948 était à l'origine de 1.990. Ce chiffre, calculé sur l'hypothèse que le travail ne subirait pas de diminution, a été ramené, à la suite de l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat, à 1.816. D'après les dernières prévisions il y aurait 1.598 postes, au lieu des 1.554 de 1947, soit une augmentation de 44 postes. Toutefois, la comparaison n'est pas absolument exacte étant donné les changements envisagés en ce qui concerne la documentation. Le Département a fourni l'effectif nécessaire aux bureaux de Manhattan sans demander de personnel supplémentaire.

Le poste des frais de voyage des membres du personnel et de leur famille pour les congés dans les foyers fait apparaître une réduction de 60.000 dollars par rapport aux prévisions initiales, qui figurent dans le document A/318.

M. KATZ-SUCHY (Pologne) indique, au sujet du poste : congés des membres du personnel, qu'il a comparé les documents A/C.5/157 et A/C.5/157/Add.2 et qu'il n'y a aucune modification.

Étant donné que les recommandations du Comité consultatif figurant dans la troisième et la quatrième partie du document A/C.5/168 n'ont pas été adoptées, les déclarations que M. Pelt a faites au sujet des demandes de traductions présentées par les délégations, ne semblent pas se rapporter directement à la question. La Commission a adopté la résolution de l'Argentine — avec l'amendement proposé par le représentant de l'Australie — qui traite, dans l'ensemble, des économies d'ordre technique.

M. Katz-Suchy désire recevoir l'assurance que le Département exécutera son programme de travail. Faute d'une telle assurance, il ne pourrait voter en faveur des prévisions présentées.

M. GANEM (France) fait remarquer que certains services du Département ont fait des progrès appréciables depuis la dernière session de l'Assemblée. Les documents sont mieux rédigés et leur distribution plus rapide. D'autre part, le *Journal*, en tant qu'instrument de travail, n'est pas aussi bon. Les aperçus des séances sont trop courts et trop vagues pour être utiles pratiquement ou pour renseigner réellement sur les débats des autres commissions. Il y a là un grave inconvénient étant donné que presque toutes les décisions de l'Assemblée générale ont leur répercussion sur le budget. M. Ganem demande si les prévisions de dépenses présentées permettront d'améliorer le *Journal* lors de la session suivante, ou s'il faut s'attendre à ce que celui-ci reste aussi défectueux.

M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) déclare que la question soulevée par le représentant de la Pologne ne lui échappe pas. Toutefois, en vertu du Règlement intérieur actuellement en vigueur, les délégations ont le droit de demander des

to supply, translations. It was not possible, without knowing the volume of such requests, to give an assurance that the programme would be carried out. He counted on the co-operation of delegations; for its part, the Department would make every effort in the matter.

The cost of producing the *Journal* in its previous form would have been \$312,000, since the payment of overtime and night differential was involved. In addition, a more numerous and more efficient staff of summary reporters would have been needed. By the next session the precis-writing section would, he hoped, have been restored to full efficiency, but there would still remain the cost of printing. He could not hold out a definite promise.

Mr. HEYWARD (Australia) explained that the reduction of \$500,000, under the Argentine resolution, as amended by the representative of Australia, was additional to the reduction of \$926,994 recommended by the Advisory Committee in document A/336. Conversely, it took the place of the reduction of \$1,100,000 proposed by the Advisory Committee in document A/C.5/168/Add.1, parts III and IV.

In reply to Mr. BRAMSON (Poland), who requested an assurance that rule 59 of the rules of procedure would be complied with, Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) stated that if the volume of requests for translations did not exceed the limits set by the credits, the requests would be met. The rule involved two obligations, the first of which, being a primary obligation, would be met; fulfilment of the second obligation depended upon the volume of requests. The budget could not be exceeded.

In reply to Mr. HSIA (China), who referred to document A/C.5/157/Add.2, and enquired whether the footnote in page 2, which was not covered by any resolution adopted by the Fifth Committee, could not be deleted, Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) suggested that the footnote should not be removed, since the budget of the Department would be affected by the relevant decision to be taken by the Security Council.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that the Committee had agreed to ask the Security Council whether it would accept mimeographed verbatim records and printed summary records. A change in the rules of procedure could not be requested of the Security Council. In fact, no such suggestion had been made in the Committee. He proposed the omission of the words "change of rules of procedure" in the footnote. The footnote served a useful purpose in indicating the budgetary implications of the alternatives.

Mr. HSIA (China) remarked that, in his recollection, the matter had been discussed before

traductions et le Secrétariat est tenu de les leur fournir. Il est impossible, si l'on ne sait pas d'avance combien elles en demanderont, de donner l'assurance que le programme sera exécuté. Il compte sur la collaboration des délégations; pour sa part, son Département fera tous les efforts nécessaires.

Le coût de la publication du *Journal* sous sa forme précédente se serait élevé à 312.000 dollars, étant donné les heures supplémentaires et les sursalaires de nuit qu'il faudrait envisager. En outre, il aurait fallu, pour les comptes rendus analytiques des rédacteurs plus nombreux et meilleurs. L'orateur espère qu'à la session prochaine, la section de rédaction fonctionnera de nouveau d'une manière entièrement satisfaisante, mais il restera toujours le coût de l'impression. Il lui est impossible de faire une promesse ferme.

M. HEYWARD (Australie) explique que la réduction de 500.000 dollars, prévue par la résolution de l'Argentine, amendée par le représentant de l'Australie, s'ajoute à celle de 926.994 dollars recommandée par le Comité consultatif dans le document A/336. Par contre, elle remplace la réduction de 1.100.000 dollars proposée par le Comité consultatif aux troisième et quatrième parties du document A/C.5/168/Add.1.

En réponse à M. BRAMSON (Pologne), qui demande l'assurance que l'article 59 du règlement intérieur sera observé, M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) déclare que, si la quantité de traduction demandée ne dépasse pas les limites fixées par les crédits, on pourra faire droit à ces demandes. Le règlement comporte deux obligations: la première, qui est essentielle, sera remplie; l'autre le sera si le nombre des traductions demandées le permet. Il est impossible d'aller au delà des limites du budget.

En réponse à M. HSIA (Chine), qui mentionne le document A/C.5/157/Add.2, et demande si l'on ne pourrait pas supprimer la note qui figure au bas de la page 2, et qui n'est couverte par aucune résolution adoptée par la Cinquième Commission, M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) propose de maintenir cette note, puisque le budget du Département se ressentira de la décision que prendra à son sujet le Conseil de sécurité.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) fait observer que la Commission est convenue de demander au Conseil de sécurité s'il accepterait des comptes rendus sténographiques ronéotypés et des comptes rendus analytiques imprimés. On ne peut demander au Conseil de sécurité de modifier le règlement intérieur. D'ailleurs, aucune proposition de ce genre n'a été formulée à la Commission. L'orateur propose de supprimer dans la note les mots « modifier le règlement intérieur du Conseil ». La note est utile en ce qu'elle indique les répercussions budgétaires des autres propositions.

M. HSIA (Chine) fait observer que, pour autant qu'il se souvienne, la question a été discutée

the vote on the Argentine resolution, which nullified the Committee's agreement.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) agreed with the view expressed by the representative of China. The text of the footnote was somewhat too categorical. It should not refer to a suggestion of the General Assembly but merely state that an additional reduction of \$400,000 would be possible if the Security Council would review its rules of procedure in considering the suggestion of the Advisory Committee.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) considered that the suggestion of the USSR representative would be acceptable to the Advisory Committee.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) proposed that the text of the footnote should read "... reconsider its practice under the rules of procedure". No variation in those rules had been proposed.

Mr. GANEM (France) suggested that the vote should be taken at the third reading of the budget of the Department and on the total figure. That practice had been followed in the case of the Department of Public Information.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) remarked that, though the Committee had spent long hours in discussing many aspects of the work of the United Nations and specifically of the Department of Conference and General Services, the latest estimate showed very small reductions. The number of posts in the Office of the Assistant Secretary-General remained unchanged at twenty-eight. Forty posts had been transferred from the Languages Division to the Interpreters Service, which would show an increased figure over the number originally estimated for 1947. No reductions were shown in the Transportation or Maintenance and Engineering Services. A maximum of savings, which had been envisaged during the Committee's study of the estimates, was not reflected in document A/C.5/157/Add.2.

Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) suggested that the manning-tables should be compared with the original request, which was for 1,990 posts. That request had been carefully calculated on the basis of the anticipated work-load. The reduction to 1,598 posts could not be regarded as an insignificant reduction. The work-load in the year 1948 would be higher. The decisions taken by the Committee involved a total reduction of 218 posts. Translated into functional terms, the reduction represented ten posts amounting to \$39,500. An increase in the number of meetings beyond that estimated was to be expected. It seemed certain that the Trade and Employment Conference in Havana would meet for three months instead of two and would hold 160 meetings more than estimated.

avant la mise aux voix de la résolution de l'Argentine, qui annule l'assentiment de la Commission.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) partage le point de vue du représentant de la Chine. A son avis, le texte de la note est trop catégorique. Il conviendrait qu'il ne soit pas fait mention d'une proposition de l'Assemblée générale, et que l'on se contente de déclarer qu'il serait possible de procéder à une réduction supplémentaire de 400.000 dollars si le Conseil de sécurité consentait à modifier son règlement intérieur en tenant compte de la proposition du Comité consultatif.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) estime que la proposition du représentant de l'URSS pourrait être adoptée par le Comité consultatif.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) propose de donner à la note la rédaction suivante: «...examine à nouveau ses méthodes de travail prévues au règlement intérieur». Aucune modification de ce règlement n'a été proposée.

M. GANEM (France) propose de procéder au vote lors de la troisième lecture du budget du Département et ce, sur le montant total. C'est la procédure qui a été suivie pour le Département de l'information.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétique) fait observer que, bien que la Commission ait passé de longues heures à discuter différents aspects de l'activité de l'Organisation, et en particulier celle du Département des Conférences et services généraux, les dernières prévisions de dépenses ne présentent que de très faibles réductions. Le nombre des postes du Cabinet du Secrétaire général adjoint reste fixé à vingt-huit. Quarante postes ont été transférés de la Division linguistique au service des interprètes, ce qui doit donner un chiffre plus élevé que celui des premières prévisions de 1947. On ne voit aucune réduction pour le service des transports, ni pour celui de l'entretien des bâtiments. L'économie maxima, envisagée au cours de l'étude des prévisions par la Commission, n'apparaît pas dans le document A/C.5/157/Add.2.

M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) propose de comparer le tableau des effectifs avec la demande initiale qui envisageait 1.990 postes. Cette demande avait été soigneusement déterminée à partir de la quantité de travail prévu. La réduction qui a ramené le nombre de postes à 1.598 ne peut être considérée comme insignifiante. Le travail augmentera en 1948. Les décisions prises par la Commission entraînent au total une réduction de 218 postes. Au point de vue du travail, cette réduction représente la suppression de dix postes, soit une somme de 39.500 dollars. Il faut s'attendre à ce que le nombre des séances excède les prévisions. Il semble certain que la Conférence du commerce et de l'emploi à La Havane durera trois mois au lieu de deux et comportera 160 séances de plus qu'il n'a été prévu.

He reminded the Committee, that, during 1947, 150 unforeseen meetings had been held. They had resulted from missions away from headquarters. He could not neglect such requirements, for which only a small margin existed in the budget. In spite of the reductions decided upon by the Committee, the total programme was considerably higher than that for 1947. Even the Management Survey had proposed a manning-table of 1,816. On a figure of 1,598, he could not eliminate a single post.

Mr. HSIA (China) shared the disappointment voiced by the representative of the USSR. The reductions fell below expectations. Some of the representatives had, from the beginning, foreseen the situation : that only the solution proposed by the Advisory Committee was feasible. Since, however, the Committee was not willing to accept a drastic revision in the handling of documents, a higher reduction seemed to be precluded. Accordingly, the Committee should pass to the next item of business.

Mr. MACHADO (Brazil) felt that the only way to make further economies was by limiting the work programme. That method had, however, been rejected.

The Administration had accepted a reduction of \$1,500,000 since the date of the original estimates. The number of posts eliminated amounted to 392. He was prepared to vote for the revised figure.

He enquired whether he was correct in assuming that the total of \$1,324,245 appearing as a total saving in page 2 of the latest estimate¹ included sums aggregating over \$600,000 in respect of contractual printing in other departments.

Mr. PELT (Assistant Secretary-General in charge of Conference and General Services) confirmed the assumption of the Brazilian representative. The greater part of the printing done by his Department was for the account of other departments. The reductions would be spread over the programme as a whole.

Mr. LEBEAU (Belgium) feared that the estimates might prove insufficient. The Belgian delegation had proposed substantial reductions in the number of meetings and had supported the Advisory Committee's recommendations for a curtailment of the volume of printing. A majority of the Fifth Committee had, however, rejected a large part of the recommendations.

It might, indeed, prove impossible for the Department to fulfil its obligations with the credits allotted to it. For that reason he hesitated to take a position in the matter and was inclined to abstain from voting on the ground that the figure was not large enough.

¹ See document A/C.5/157/Add.2.

M. Pelt rappelle à la Commission qu'il y a eu au cours de l'année 1947 150 séances qui n'avaient pas été prévues. Ces séances ont été occasionnées par des missions hors du siège. Il lui est impossible de ne pas tenir compte de ces éventualités pour lesquelles il n'est prévu dans le budget qu'une faible marge. Malgré les réductions décidées par la Commission, le programme d'ensemble est beaucoup plus important que celui de 1947. Même les experts qui ont conduit l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat ont proposé, pour le tableau des effectifs, le chiffre de 1.816. Sur le chiffre de 1.598, il lui est impossible de supprimer un seul poste.

M. HSIA (Chine) partage la déception du représentant de l'URSS. Les réductions ne répondent pas à l'attente. Certains des représentants ont, dès le début, prévu ce qui arriverait, c'est-à-dire que la solution proposée par le Comité consultatif s'avérait la seule possible. Toutefois, étant donné que la Commission n'est pas disposée à accepter de modifications draconiennes en ce qui concerne les documents, il semble que la possibilité d'une réduction plus grande soit exclue. En conséquence, la Commission devrait passer à la question suivante.

M. MACHADO (Brésil) estime que le seul moyen de réaliser de nouvelles économies consiste à limiter le programme de travail. Cette méthode a cependant été repoussée.

L'Administration a accepté une réduction de 1.500.000 dollars depuis la date des prévisions initiales. Le nombre des postes à supprimer s'élève à 392. M. Machado se déclare prêt à voter pour le chiffre révisé.

Il demande s'il a raison de supposer que la somme totale de 1.324.245 dollars, correspondant à l'économie totale indiquée à la page 2 des prévisions les plus récentes¹, comprend des sommes globales s'élevant à plus de 600.000 dollars en ce qui concerne les travaux contractuels d'imprimerie dans d'autres départements.

M. PELT (Secrétaire général adjoint chargé des Conférences et services généraux) confirme la supposition du représentant du Brésil. La plus grande partie des travaux d'imprimerie effectués par son Département l'est pour le compte d'autres départements. Les réductions s'étendraient à l'ensemble du programme.

M. LEBEAU (Belgique) craint que les prévisions ne s'avèrent insuffisantes. La délégation belge a proposé d'importantes réductions dans le nombre des réunions ; elle a appuyé les propositions du Comité consultatif tendant à réduire les impressions. Or, la majorité de la Cinquième Commission a rejeté une grande partie de ces propositions.

Il pourrait en fait s'avérer impossible que le Département remplisse ses obligations avec les crédits qui lui seront alloués. C'est pour cette raison que l'orateur hésite à prendre position à cet égard et qu'il se sent enclin à s'abstenir de voter, estimant que les chiffres proposés sont trop faibles.

¹ Voir document A/C.5.157/Add.2.

He was not satisfied with Mr. Pelt's statement regarding the summary reporters. A fundamental drawback of the Secretariat was a tendency to over-specialization. As his delegation had pointed out in document A/C.5/164, it considered that an efficient secretariat for the Councils and Committees could be assured only by teams of officials attached to the technical service dealing with the substance of the various questions. The task of the officials would be to prepare the relevant correspondence, to draft the documents to be submitted to the meetings, to compile the minutes and to implement any decisions taken. There was the further consideration that only in that way was it possible to create a truly international secretariat, the members of which would not be performing mechanical tasks but would in fact be collaborating in the solution of international problems. On that point, which was primarily of concern to those delegations which were represented in the organs under reference, he questioned the competence of the local experts in accountancy who had undertaken a survey of the administrative methods of the Secretariat but who had no knowledge of what was really required for international meetings.

In view of the deficiency of the Secretariat in that field, and the fact that it was impossible to know what the latest estimates would represent in practice, his delegation would abstain from the vote.

The Committee adopted, by thirty-three votes to none, with eight abstentions, the estimate of \$7,425,962 in respect of section 15.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) stated that he had abstained from voting because the reductions were not sufficiently thorough in the various sections and because they failed to reflect the views expressed by many delegations.

80. Organization of the United Nations Postal Service : proposal submitted by Argentina (documents A/367 and A/C.5/191)

Mr. ARCE (Argentina) observed that his proposal aimed at producing some revenue for the United Nations. It was desirable that as soon as possible in 1948 a postal administration of the United Nations should be functioning. In his view it would yield a larger sum than had been estimated. Philatelists would probably contribute an aggregate sum ten times as large as that accruing from the ordinary services.

The best course would be to take as a basis the report of the Secretary-General.¹ He agreed with that report and was confident that the issue of a postage stamp would constitute a means of propaganda and of strengthening the peace throughout the world.

¹ Document A/C.5/191.

Il n'est pas convaincu par la déclaration de M. Pelt au sujet des rédacteurs de comptes rendus de séances. L'un des défauts majeurs du Secrétariat, c'est la tendance à une spécialisation poussée à l'excès. Comme sa délégation l'a exposé dans le document A/C.5/164, elle estime que le Secrétariat des conseils et des commissions ne peut être convenablement assuré que par des équipes de fonctionnaires attachés au service technique traitant les questions quant au fond ; ces fonctionnaires doivent préparer la correspondance relative aux affaires, rédiger les documents soumis aux séances, ainsi que les procès-verbaux de celles-ci, puis passer à l'exécution des décisions prises. Accessoirement, c'est ainsi seulement que l'on fera un véritable secrétariat international dont les membres ne travaillent pas mécaniquement, mais collaborent en fait à la solution des problèmes internationaux. Il conteste sur ce point, qui intéresse essentiellement les délégations participant aux organes en question, la compétence des experts comptables locaux qui ont procédé à l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat et qui ignorent les véritables besoins des réunions internationales.

En raison de la carence du Secrétariat dans ce domaine, et de l'impossibilité de savoir à quoi vont correspondre, dans la pratique, les dernières prévisions budgétaires, la délégation belge s'abstiendra au vote.

La Commission adopte, par trente-trois voix contre zéro et huit abstentions, le chiffre de 7.425.962 dollars, montant des prévisions afférentes au chapitre 15.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il s'est abstenu de voter parce que les réductions, dans les différents chapitres, ne sont pas assez complètes et parce qu'elles ne traduisent pas les vues exprimées par de nombreuses délégations.

80. Organisation d'une administration postale des Nations Unies : projet de résolution présenté par l'Argentine (documents A/367 et A/C.5/191)

M. ARCE (Argentine) fait observer que sa proposition vise à procurer certaines recettes à l'Organisation des Nations Unies. Il est souhaitable qu'une administration postale de l'Organisation fonctionne le plus tôt possible en 1948. A son avis, elle rapporterait une somme plus importante que celle qu'on a prévue. Les philatélistes apporteraient probablement une contribution globale dix fois supérieure à celle qui proviendrait des services ordinaires.

La méthode la meilleure consisterait à prendre pour base le rapport du Secrétaire général¹. M. Arce approuve ce rapport et est persuadé que l'émission d'un timbre-poste serait de bonne propagande, et constituerait un moyen de consolider la paix dans le monde entier.

¹ Document A/C.5/191.

He believed that his proposal would not meet with opposition since no appropriations were involved. It would be expedient to authorize the Secretary-General to organize the postal administration, and the broadest powers should be conferred upon him for the purpose. He should have authority to prepare the issues of stamps, to reach an agreement with the United States Government and to receive the resulting revenue.

It would be necessary for the Secretary-General to enter into agreements with other countries, such as Switzerland and the Netherlands, in which organs of the United Nations were situated, as also with the Universal Postal Union, so that the stamps might enjoy the full guarantee accorded to all countries affiliated with that Union. He anticipated that, if the Secretary-General were authorized to make all the administrative and technical arrangements, it would be possible for the service to function within a period of six months. Naturally, the arrangements would be submitted to the approval of the General Assembly so that they might come into force without delay.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) expressed his appreciation of the lucid manner in which the representative of Argentina had presented the case for a United Nations Postal Administration. His delegation was not opposing the suggestion in principle but wished to offer certain points for consideration.

It was impossible to assess the amount of prestige or of fees which would result from a separate United Nations postal service, and specifically from the use of a separate postal stamp. It could not, however, be large unless the stamps were in fairly common use for pre-paying private correspondence. The United Nations mail proper was presumably wholly official.

It was assumed, though not necessarily rightly assumed, in the draft resolution that a considerable profit would accrue; the profit would apparently be made up of two elements: (a) revenue from stamps used to prepay postage; and (b) revenue from stamps sold to stamp collectors and not used to prepay postage.

The revenue would have to be set against the corresponding outgoings, namely, staff costs, premises and out-payments for transit charges in respect of surface mails, and air conveyance costs in respect of air-mails. The countries in which the proposed post offices were to be set up would presumably recover from the United Nations Postal Administration the costs involved in conveying the mail by air and surface. Furthermore, a large part of the mail would consist of printed documents, sent as second-class mail and prepaid at the printed paper rate. The postage rates laid down by the Universal Postal Convention were generally unremunerative for that class of mail.

Il croit que son projet ne rencontrera pas d'opposition, attendu qu'il n'entraîne aucune ouverture de crédits. Il conviendrait d'habiliter le Secrétaire général à organiser l'administration postale et de lui conférer les pouvoirs les plus étendus à cet effet. Il devrait avoir qualité pour préparer les émissions de timbres et pour conclure un accord avec le Gouvernement des États-Unis aux fins de percevoir les recettes qui en résulteraient.

Il faudrait que le Secrétaire général passe des accords avec d'autres pays, tels que la Suisse et les Pays-Bas, où se trouvent des organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'avec l'Union postale universelle, de manière que les timbres bénéficient de la garantie complète accordée à tous les pays affiliés à cette Union. Il suppose que, si le Secrétaire général était habilité à conclure tous les arrangements nécessaires sur le plan administratif et technique, le service pourrait fonctionner avant six mois. Naturellement les mesures à prendre seraient soumises à l'approbation de l'Assemblée générale afin de pouvoir être mises à exécution sans délai.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) tient à louer la clarté avec laquelle le représentant de l'Argentine a présenté l'idée d'une administration postale de l'Organisation des Nations Unies. Sa délégation n'est pas opposée en principe à la proposition, mais elle voudrait soumettre certains points à l'examen.

Il est impossible d'évaluer les résultats qu'auraient, au point de vue du prestige comme au point de vue des recettes, la création d'une administration postale indépendante appartenant à l'Organisation des Nations Unies, et notamment l'emploi d'un timbre-poste spécial. Ils ne pourraient cependant pas être considérables, à moins que les timbres ne soient utilisés assez communément pour la correspondance ordinaire. Il y a lieu de supposer que le courrier des Nations Unies proprement dit est entièrement officiel.

Dans le projet de résolution, on suppose, à tort ou à raison, que les bénéfices seraient considérables. Ces bénéfices seraient constitués par deux éléments: a) les recettes provenant de la vente des timbres servant à l'affranchissement du courrier; et b) les recettes provenant de la vente des timbres allant aux collectionneurs et ne servant pas à l'affranchissement du courrier.

Les recettes devraient contre-balancer les dépenses correspondantes, c'est-à-dire la rétribution du personnel, le loyer des locaux et les dépenses afférentes aux frais de transport du courrier normal, ainsi que les frais de transport aérien pour le courrier par avion. Les pays dans lesquels on envisage de créer des bureaux de poste seraient probablement remboursés par l'administration postale des Nations Unies des frais entraînés par le transport du courrier aérien et ordinaire. En outre, une grande partie du courrier consisterait en imprimés, envoyés en courrier de deuxième classe et affranchis au taux des imprimés. En général, les tarifs postaux établis par la Convention postale universelle rapportent peu pour cette catégorie de courrier.

The proposed Postal Administration would, in fact, be operating an international postal service without the normal counterpart of an internal service and without any great volume of first-class international mail. Costs for staff and premises would be high and traffic small, and apart from sales of stamps to philatelists, a substantial loss might well arise.

If, however, the representative of Argentina contemplated a system whereby the Postal Administration would receive the stamp revenue while other postal administrations bore the cost of conveying the mails without recovering from the United Nations Postal Administration, he would, in effect, be suggesting free postage for the United Nations. It was true, however, that the initial sales to philatelists would probably be heavy and produce revenue without corresponding outgoings apart from the cost of production, distribution, accounting and sale of the stamps. But even the cost of such an artificial organization would be heavy and revenue could be maintained at a high level only by fresh issues of stamps. That was not a very dignified policy and, if carried too far, might defeat its object. There was also the important consideration that, since the stamp collectors were nationals of Member States, the revenue derived would represent additional outgoings of dollar exchange.

The value of a separate United Nations Postal Service appeared doubtful from both points of view: prestige and revenue. From a practical standpoint, it was open to objection. Every country in which a United Nations body had been set up possessed an efficient postal service which was at the disposal of the United Nations. The proposal might involve the duplication of premises, postal stores, manipulative staff, and accounting and administrative staff employed at the expense of the United Nations budget.

The internal legislation of many countries would need amendment before a United Nations post office could be set up in its territory. The proposal that the public in various countries should be enabled to buy United Nations stamps and post their mail in United Nations post offices was, in his view, open to objection. In any event, the stamps would have to be printed or overprinted in the currency of the country concerned and the rates would apparently have to differ to correspond with the rates charged in each country. Otherwise, the United Nations Postal Service would either be dearer than the national postal service and thus do very little business or would be cheaper, which would be unthinkable from the point of view of the national administration.

Different rates of postage in various currencies appearing on the postage stamps would add to the accounting difficulties of the United Nations Headquarters.

L'Administration postale envisagée fonctionnerait, en fait, comme un service postal international sans la contrepartie normale assurée par un service postal intérieur et sans l'apport considérable d'un courrier international de première classe. Les dépenses afférentes au personnel et aux locaux seraient élevées, et la circulation peu importante et, exception faite de la vente de timbres aux philatélistes, l'Organisation pourrait subir de grandes pertes.

Si, toutefois, le représentant de l'Argentine envisage un système selon lequel l'Administration postale percevrait les recettes provenant de la vente des timbres tandis que les autres administrations postales supporteraient les frais d'acheminement du courrier sans être remboursées par l'Administration postale des Nations Unies, son idée reviendrait, en fait, à accorder aux Nations Unies la franchise postale. Il est vrai, cependant, que les ventes initiales aux philatélistes seraient probablement considérables et produiraient des recettes auxquelles ne correspondrait aucune dépense sauf les frais de fabrication, de distribution, de comptabilité et de vente des timbres. Mais même les frais qu'entraînerait une organisation aussi artificielle seraient lourds, et seules de nouvelles émissions de timbres pourraient maintenir les recettes à un niveau élevé. C'est une méthode qui manque quelque peu de dignité et qui, poussée trop loin, pourrait manquer son but. Autre point important, les philatélistes étant de ressortissants des États Membres, les recettes ainsi obtenues représenteraient des sorties supplémentaires de dollars.

L'existence d'une administration postale des Nations Unies semble être d'une valeur douteuse à deux points de vue: le prestige et les recettes. D'un point de vue pratique, il prête à objection. Chacun des pays dans lesquels un organe des Nations Unies a été installé, possède un service postal efficace qui est à la disposition de l'Organisation. La proposition peut impliquer le double emploi en fait de locaux, de magasins postaux, et de personnel de manutention, de comptabilité et d'administration émergeant au budget des Nations Unies.

Il faudrait que la législation intérieure de nombreux pays soit modifiée pour qu'on puisse installer sur leur territoire un bureau de poste des Nations Unies. La proposition selon laquelle le public des divers pays devrait pouvoir acheter les timbres des Nations Unies et expédier son courrier dans les bureaux de poste des Nations Unies soulève, de l'avis de Sir William, des objections. En tout cas, le prix du timbre exprimé dans la monnaie du pays en question devrait être imprimé ou porté en surcharge et les tarifs d'affranchissement varieraient évidemment pour correspondre au tarif appliqué dans chaque pays. S'il en était autrement le service postal des Nations Unies serait ou bien plus coûteux que le service postal national, et ferait donc très peu d'affaires, ou bien meilleur marché, ce qui serait inconcevable du point de vue de l'administration nationale.

La diversité des taux d'affranchissement portés sur les timbres et exprimés en différentes monnaies ajouterait aux difficultés de comptabilité du siège des Nations Unies.

He suggested that, pending further experience and study, the proposal might be supported in the direction of issuing a United Nations stamp as distinct from setting up a United Nations Postal Administration.

The CHAIRMAN suggested that, in accordance with paragraph 6 of document A/C.5/191, the Secretary-General should be instructed by the General Assembly to make such further inquiries as would enable him to make definite proposals to the General Assembly at its third regular session.

The Committee approved the report of the Secretary-General (document A/C.5/191).

81. General Assembly in Europe (document A/C.5/205)

The CHAIRMAN pointed out that the Advisory Committee was overloaded with work and the question arose whether there was need for the item to be referred to that Committee. There were precedents for the examination of estimates on the part of the Fifth Committee without reference to the Advisory Committee.

Mr. GANEM (France) remarked that, in his recollection, the only case that had not been referred to the Advisory Committee concerned the Special Committee on the Greek Question. The procedure followed in that instance had been justified on grounds of urgency, which did not exist in the present case. He proposed that the Advisory Committee should be requested to study the estimates as rapidly as possible so that the Fifth Committee might consider the matter on the following Wednesday.

Mr. BERGSTRÖM (Sweden) supported the French proposal.

Mr. LEBEAU (Belgium) endorsed the remarks of the representative of France and suggested that the Advisory Committee should, in addition, be requested to take into consideration, not only the travel expenses of the Secretariat, but also those of delegations and delegations' staffs.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) stated that the Advisory Committee would comply with the request, taking into consideration all the elements of the question. It would, however, have been preferable if the Fifth Committee had discussed the matter or at least given some guidance to the Advisory Committee, since the decision would not be governed solely by budgetary considerations.

Mr. ABBASS (Iraq) shared the views of the Chairman of the Advisory Committee. Not only did the problem not depend upon the budgetary aspect, but that aspect was, in his view, not of great importance. Many delegations were strongly in favour of holding the following session of the General Assembly in Europe. The Fifth Committee should express its views before requesting the Advisory Committee to report on the budgetary implications.

Sir William Matthews pense que, jusqu'à plus ample informé, on pourrait appuyer la proposition dans la mesure où elle tend à l'émission d'un timbre des Nations Unies, indépendamment de la question de la création d'un service postal des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT suggère que, conformément au paragraphe 6 du document A/C.5/191, l'Assemblée générale invite le Secrétaire général à faire procéder à d'autres études qui lui permettraient de présenter à l'Assemblée générale des propositions précises à l'occasion de sa troisième session ordinaire.

La Commission approuve le rapport du Secrétaire général (document A/C.5/191).

81. Session de l'Assemblée générale en Europe (document A/C.5/205)

Le PRÉSIDENT fait observer que le Comité consultatif est surchargé de travail et la question se pose de savoir s'il faut renvoyer ce point audit Comité. Il existe des précédents à l'examen de prévisions budgétaires par la Cinquième Commission sans renvoi au Comité consultatif.

M. GANEM (France) dit que, s'il se souvient bien, la seule question qui n'ait pas été renvoyée au Comité consultatif est celle de la Commission spéciale chargée d'étudier la question grecque. On avait justifié la procédure suivie en l'occurrence en invoquant l'urgence, mais la question ne se pose pas dans le cas présent. Il propose de demander au Comité consultatif d'étudier les prévisions aussi rapidement que possible, de façon que la Cinquième Commission puisse examiner la question le mercredi suivant.

M. BERGSTROM (Suède) appuie la proposition française.

M. LEBEAU (Belgique) fait siennes les remarques du représentant de la France et propose que, de plus, le Comité consultatif soit invité à prendre en considération, non seulement les frais de voyage du Secrétariat, mais aussi ceux des délégations et de leur personnel.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Comité consultatif se conformera à cette invitation, en prenant en considération tous les éléments de la question. Il aurait cependant été préférable que la Cinquième Commission ait discuté la question ou ait donné au moins quelques directives au Comité consultatif, étant donné que la décision ne sera pas motivée uniquement par des considérations d'ordre budgétaire.

M. ABBASS (Irak) est de l'avis du Président du Comité consultatif. Non seulement le problème ne dépend pas de considérations budgétaires, mais ces considérations, à son avis, n'ont pas une grande importance. De nombreuses délégations appuient fortement l'idée de tenir la prochaine session de l'Assemblée générale en Europe. La Cinquième Commission doit faire connaître son point de vue avant que l'on demande au Comité consultatif de faire rapport sur les conséquences budgétaires.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) remarked that many delegations held a contrary opinion, in view of the administrative chaos that might result from transferring an organization, even temporarily, to Europe. He thought that the Committee was not competent to decide on the substantive part of the proposal. Its task was limited to studying the budgetary implications when such a decision had been taken.

Mr. BURGER (Netherlands) stated that the decision of his delegation would depend largely upon the budgetary consequences. It had pressed for savings and would remain consistent on that point.

The Committee decided to refer the question to the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions for consideration of the budgetary aspects.

82. Adoption of the Permanent Financial Regulations (document A/C.5/203)

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) proposed that each regulation should be considered separately and put to the vote.

He drew the attention of the Committee to the need for correcting the text of the second paragraph by the deletion of the words "with one exception".

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) inquired whether the Chairman of the Advisory Committee considered that experience with the provisional regulations was sufficient to warrant the adoption of permanent regulations.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) stated that the Advisory Committee was in substantial agreement with the view of the representative of the USSR. On certain points, however, it had decided that changes were justified. Further proposals would be submitted in the light of experience. Some of the amendments had been suggested by the Board of Auditors.

Mr. SHISHOV (Ukrainian Soviet Socialist Republic) suggested that the provisional regulations should be maintained for a further year, though amendments might be submitted at that meeting. The auditing and accounting systems, in connexion with the estimates, presented an extremely complicated problem and the experience acquired so far by the Bureau of the Comptroller was not great enough for it to state whether a change in that system should be made on a permanent basis.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that it was not intended to take permanent decisions. The United Nations was building up a jurisprudence in many directions. The regulations would stand for as long as they did not contain evident flaws. At the following session, further proposals for amendments might be submitted.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) fait remarquer que de nombreuses délégations sont d'un avis opposé, en raison de la confusion administrative qui pourrait résulter du transfert, même temporaire, d'une organisation en Europe. Il estime que la Commission n'a pas qualité pour décider du fond de la proposition. Sa tâche est limitée à l'étude des conséquences budgétaires d'une telle décision lorsqu'elle a été prise.

M. BURGER (Pays-Bas) déclare que la décision de sa délégation dépendra en grande partie des conséquences budgétaires. Elle a insisté pour que l'on fasse des économies et elle restera logique avec elle-même sur ce point.

La Commission décide de renvoyer la question au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires afin que ce dernier en examine les aspects budgétaires.

82. Adoption du Règlement financier définitif (document A/C.5/203)

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) propose que chaque article soit examiné et mis aux voix séparément.

Il attire l'attention de la Commission sur la nécessité de corriger le texte du deuxième paragraphe, en supprimant les mots : « à l'exception d'un seul point ».

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si le Président du Comité consultatif estime que l'expérience que l'on a du règlement provisoire est suffisante pour justifier l'adoption du règlement définitif.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Comité consultatif partage en grande partie le point de vue du représentant de l'URSS. Sur certains points, toutefois, il a décidé que des modifications étaient justifiées. On soumettra des propositions supplémentaires en se fondant sur l'expérience. Quelques-uns des amendements ont été proposés par le Comité des commissaires aux comptes.

M. CHICHOV (République socialiste soviétique d'Ukraine), tout en étant d'avis de maintenir le règlement provisoire pendant une année encore, dit que des amendements peuvent être présentés au cours de la réunion actuelle. Les systèmes de vérification et de comptabilité en ce qui concerne les prévisions présentent un problème extrêmement complexe, et l'expérience acquise jusqu'à présent par le Service du Contrôleur n'est pas assez grande pour permettre à celui-ci de déclarer si l'on doit modifier ce système à titre définitif.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) fait remarquer qu'il ne s'agit pas de prendre de décisions définitives. L'Organisation établit actuellement une jurisprudence à bien des égards. Le règlement sera valable aussi longtemps qu'il ne contiendra pas d'imperfections évidentes. A la prochaine session, de nouvelles propositions d'amendements pourront être soumises.

Mr. MACHADO (Brazil) agreed that the regulations should be regarded as provisional regulations, but for a different reason. They were suitable to the present structure of the United Nations, but final regulations could not be drawn up until a decision had been taken on the financial system, with which the financial regulations were directly linked. The regulations should be accepted as provisional regulations with effect from 1 January 1948.

Mr. MARTÍNEZ-CABAÑAS (Mexico) suggested that the term "provisional" did not mean that the regulations would remain in force for one year only. They could be accepted as provisional but subject to amendment every year, if necessary.

Mr. HALL (United States of America) remarked that any regulations which were adopted were subject to amendment by a following session of the General Assembly.

Mr. LEVI (Yugoslavia) said that the report of the Advisory Committee had been distributed only a few hours previously. Consideration of the regulations should, therefore, be deferred until the following meeting.

The Committee decided to defer consideration of the report of the Advisory Committee (document A/C.5/203) until the following meeting.

The meeting rose at 5.40 p.m.

NINETY-FOURTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Monday, 10 November 1947, at 10.30 a.m.

Chairman : Justice Sir Fazl ALI (India).

83. Adoption of the Permanent Financial Regulations (documents A/C.5/203 and A/C.5/W.46)

The Committee continued its discussion of the Financial Regulations.

Mr. SHISHOV (Ukrainian Soviet Socialist Republic) suggested the addition of the word "Provisional" to the title of the Financial Regulations, citing paragraph 4 of the Advisory Committee's report on the position of the Comptroller in the Organization¹ as additional justification of his request.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) saw no objection. The term "New Financial Regulations" would, however, afford better identification of the paper.

Mr. SHISHOV (Ukrainian Soviet Socialist Republic) agreed.

Mr. HALL (United States of America) proposed the deletion of the specific reference to the

¹ Document A/C.5/200.

M. MACHADO (Brésil) estime, lui aussi, que le règlement doit être considéré comme provisoire, mais pour une raison différente. Ce règlement convient à la structure actuelle de l'Organisation, mais un règlement définitif ne peut pas être établi tant qu'une décision n'aura pas été prise sur le régime financier, auquel le règlement financier est directement lié. Le règlement doit être accepté comme règlement provisoire avec effet à partir du 1^{er} janvier 1948.

M. MARTÍNEZ-CABAÑAS (Mexique) est d'avis que l'expression « provisoire » ne signifie pas que le règlement sera en vigueur pendant une année seulement. Il peut être accepté à titre provisoire, mais sujet à modification chaque année s'il est nécessaire.

M. HALL (États-Unis d'Amérique) fait observer que tout règlement qui a été adopté est sujet à modifications à la session suivante de l'Assemblée générale.

M. LEVI (Yougoslavie) signale que le rapport du Comité consultatif a été distribué seulement quelques heures auparavant. L'examen du règlement devrait donc être renvoyé à la prochaine séance.

La Commission décide de renvoyer à la séance suivante l'examen du rapport du Comité consultatif (document A/C.5/203).

La séance est levée à 17 h. 40.

QUATRE-VINGT-QUATORZIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le lundi 10 novembre 1947, à 10 h. 30.

Président : Sir Fazl ALI (Inde).

83. Adoption du Règlement financier définitif (documents A/C.5/203 et A/C.5/W.46)

La Commission poursuit l'examen du Règlement financier.

M. CHICHOV (République socialiste soviétique d'Ukraine) propose d'ajouter le mot « provisoire » au titre du Règlement financier ; il cite, à titre de justification supplémentaire de sa demande, le paragraphe 4 du rapport du Comité consultatif sur la situation du « Contrôleur » dans l'Organisation¹.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) ne soulève pas d'objection. L'expression « nouveau règlement financier » constituerait, toutefois, un titre plus approprié.

M. CHICHOV (République socialiste soviétique d'Ukraine) exprime son assentiment.

M. HALL (États-Unis d'Amérique) propose de supprimer, dans l'article 2, la mention de la

¹ Document A/C.5/200.